

LE PLAN DU COPERMO DU CHRUN TOUJOURS PAS ANNULÉ ET LES SERVICES D'URGENCE SE REMPLISSENT !

Retrait du plan du COPERMO de suppression de 1000 postes et 174 lits, l'annulation de la dette fabriquée de l'hôpital et les embauches de personnels et la fourniture de moyens (lits et matériel).

Jean DUBESSY
France 4 nov. 2020

État d'urgence sanitaire, couvre-feu, reconfinement... Et pendant ce temps, le gouvernement ne donne aucun moyen supplémentaire pour les hôpitaux, voire il continue de supprimer des postes et des lits dans certains hôpitaux.

Comme le dit le porte-parole de l'association des médecins urgentistes de France

"Rien n'a été fait après le pic de l'épidémie pour augmenter nombre de lits".

En effet, ce gouvernement aurait pu depuis huit mois, pourrait encore aujourd'hui, décider former du personnel, y compris des gens qui ne sont pas des soignants qualifiés pour décharger les soignants de certaines tâches - et il n'est pas vrai qu'on ne pourrait pas trouver assez de gens motivés, compétents, efficaces, et disponibles ; pour peu que le gouvernement s'en donne les moyens, **notamment en relevant de manière conséquente le salaire de tous les soignants.**

OUI, l'hôpital n'est pas prêt face à cette 2^e vague quoiqu'en dise ce gouvernement malgré tout ce que font les personnels qui n'en peuvent plus. Oui, nous accusons la politique du gouvernement qui a poussé les personnels à l'épuisement et donc certains à démissionner alors que des embauches auraient permis d'éviter l'épuisement des personnels.

Les nouveaux lits de réanimation sont pris par la réorganisation de l'hôpital en annulant de nombreux soins contrairement aux déclarations de MACRON, le président de la République !

Oui, il y avait une solution : embaucher massivement les personnels soignants et les former. La deuxième vague était prévue comme l'ont dit les épidémiologistes. Ce gouvernement est responsable.

Quant aux infrastructures, etc., tout le monde sait qu'on peut dégager de la place physique au-delà de l'hôpital. Là encore : il suffit que le gouvernement de donner les moyens nécessaires. Alors pour quelles raisons ? Parce que donner des moyens à l'hôpital, aujourd'hui, donner des moyens durables et prioritaires à un secteur non marchand, sans profit, serait-ce renverser les principes de fonctionnement de la société actuelle pour laquelle la recherche du profit en est le moteur.

C'est ce que témoigne la loi du 19 mars 2020 votée à l'unanimité qui a enclenché le processus de garantie des prêts aux banques à hauteur de 460 milliards € et de 100 milliards de subventions aux grandes entreprises. Voilà la raison pour laquelle rien n'a été fait depuis 8 mois sur le plan sanitaire, que le plan du COPERMO du CHRU-N n'est pas annulé.

Alors, les solutions ne manquent pas à condition de confisquer ces 560 milliards € pour permettre les embauches nécessaires de personnels, création de lits, dans tous les secteurs aussi bien dans les services COVID que les autres services pour éviter toute déprogrammation des soins prévus avant cette deuxième vague.

N'est-on pas aussi amené à s'interroger sur le lien entre cette loi du 19 mars 2020 et l'état d'urgence sanitaire qui interdit toute manifestation pour se rassembler, exiger les moyens nécessaires et les arracher à ce gouvernement ?

On peut aussi s'interroger aussi pourquoi on n'entend pas tous ceux qui se réclament de la défense des travailleurs exiger que tous les moyens nécessaires à la lutte contre la pandémie soient immédiatement donnés à l'hôpital et en appellent à la mobilisation? Le silence de Mathieu KLEIN à notre 3^e demande de recevoir une délégation des 56600 signatures en est un exemple. La racine à ce silence de toute l'opposition ne résulterait-elle pas du vote de l'opposition (PS, PCF, LFI) de la loi du 19 mars 2020 scellant l'union sacrée avec le gouvernement derrière les banques et grandes entreprises alors que ce gouvernement est coupable d'avoir terriblement affaibli l'hôpital, de le désorganiser, de le déstructurer.

Alors, n'est-ce pas à nous, citoyens et personnels soignants d'œuvrer à l'unité de la population avec les personnels soignants leurs organisations syndicales qui veulent l'annulation du plan du COPERMO du CHRU-N et l'embauche immédiate de personnels et de moyens matériels.

Rejoignez le comité local pour l'unité pour le retrait du plan du COPERMO de suppression de 1000 postes et 174 lits, l'annulation de la dette fabriquée de l'hôpital et les embauches de personnels et la fourniture de moyens (lits et matériel).

Inscrivez-vous à dubj5442@gmail.com

Tous ceux inscrits a comité local pourront se réunir par visio-conférence le 10 novembre à 18h00.